

Un gouvernement sourd et aux abois.

Sud Education tient à rappeler son opposition aux réformes mises en place sans concertation et dont les objectifs annoncés demeurent totalement fallacieux. Puisque nous sommes aujourd'hui sur des mesures d'ajustements pour les collèges de la Manche pour la rentrée 2016, nous réitérons nos inquiétudes quant à la qualité de celle-ci. La réforme des collèges sidère nos collègues par une mise en place dont personne ne mesure les réels intérêts pédagogiques mais qui génère de sérieuses difficultés organisationnelles dont les impacts négatifs fragilisent le collège qui n'en demandait pas tant, déjà confronté à tant de défis. Nous rappelons également que modifier substantiellement l'organisation et renouveler tous les programmes la même année relèvent d'un pari fou d'une technostructure centrale plus focalisée sur des objectifs politiques que pédagogiques.

Enfin, nous rappelons que notre enquête sur les ULIS collège pointait des incapacités à accueillir tous les élèves, notamment sur le centre Manche. Sur ce point, nous souhaitons des précisions rassurantes pour les élèves, les familles et les enseignants.

Par ailleurs, les annonces ministérielles pour les AESH ne sont toujours pas connues à ce jour. Quand aurons-nous des éléments chiffrés et quelles seront les modalités administratives pour ces passages en AESH ?

Ces situations nous permettent de faire le parallèle avec la réforme des rythmes scolaires que nous avons contestée dès sa conception. Le rapport de l'IGEN fait le constat qu'il est impossible de quantifier les bénéfices pédagogiques. Par contre, les effets délétères eux, le sont, sans compter la fuite des élèves du public vers le privé.

Pour finir, après le onzième jour de grève et de manifestation contre la loi travail, nous constatons toujours la même volonté de passer en force de ce gouvernement. Les arrestations policières, à l'aube, au domicile de plusieurs militants syndicaux et leur mise en garde à vue, les interdictions ciblées de manifestation, les pressions visant à empêcher la manifestation du 23 juin, les contrôles policiers visant à interdire les accès aux lieux de manifestation, illustrent bien qu'un cap dans la répression contre le mouvement social est franchi. Le gouvernement aux abois montre une fois de plus qu'il est prêt à tout pour faire taire la contestation et pour faire passer en force une loi rejetée par la majorité de la population. Notre mobilisation est légitime, et ce gouvernement antisocial ne nous empêchera pas de poursuivre la lutte.